



**COOPÉRATION
CANADA**

**Assemblée spéciale des membres
Trousse d'information
23 janvier 2025
13h00 à 15h00 (HNE)**

Table des matières

Aspects techniques	Pg. 3 - 4
Ratification du Code d'éthique révisé	Pg. 5
À propos des élections du CA	Pg. 6 - 8
Candidat-e-s aux élections du CA de 2024 à 2025	Pg. 9 - 19

Aspects techniques

Recommandations avant de débiter

*Si vous êtes le/la représentant-e votant-e de votre organisation, nous vous demandons de rejoindre la réunion avec un ordinateur, un téléphone intelligent ou une tablette disposant d'une connexion internet fiable afin d'être certain-e de pouvoir voter. Si votre organisation ne peut pas vous fournir ces outils, veuillez contacter Mark Edwards afin que nous puissions vous aider.

Participez à la réunion de l'AGA via le lien

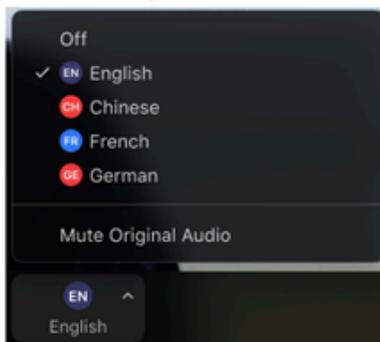
Cliquez sur le lien Zoom se trouvant dans le courriel de confirmation que vous avez reçu de Glue Up après vous être inscrit à l'AGA.

Écouter l'interprétation linguistique

1. Dans les contrôles de votre réunion/webinaire, cliquez sur **Interprétation**.



2. Cliquez sur la langue que vous souhaitez entendre.



Une fois dans la réunion, cherchez l'icône **Interprétation**  et suivez les instructions ci-dessous :

3. (Optionnel) Pour entendre uniquement la langue interprétée, cliquez sur **Couper la version audio originale**.

Veillez noter que, par défaut, l'interprétation est « désactivée » et que vous entendrez simplement ce qui se passe dans la salle principale. Vous devez sélectionner votre langue préférée pour commencer à entendre l'interprète lorsqu'il/elle parle la langue que vous avez choisie : par exemple, sélectionnez le français si vous souhaitez participer à la réunion en français.

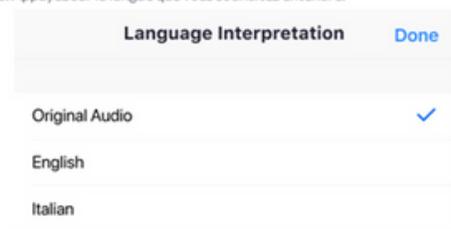
REMARQUE : Ce n'est qu'après avoir sélectionné la langue de votre choix que l'option « Mute Original Audio » devient active (avant de sélectionner la langue, vous pouvez la voir, mais vous ne pouvez pas cliquer dessus). À moins que vous ne souhaitiez entendre les deux langues simultanément (l'orateur-trice et l'interprète), il est préférable de sélectionner cette option.

1. Dans vos Contrôles de la réunion, appuyez sur ... Plus.

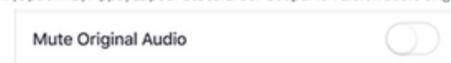


2. Appuyez sur **Interprétation de langue**.

3. Appuyez sur la langue que vous souhaitez entendre.



4. (Optionnel) Appuyez pour basculer sur **Couper la version audio originale**.



5. Cliquez sur **Terminer**.

Aspects techniques

Interagir lors de notre AGA

Vous serez mis-e en sourdine lorsque vous rejoindrez la réunion, et vous le resterez pendant toute la durée de l'AGA (sauf demande contraire de votre part, voir ci-dessous). Cela signifie que nous ne pouvons pas vous entendre parler dans votre microphone et que seuls les co-animateur-trice-s peuvent vous accorder le droit de parole.

Vous pourrez interagir avec nous de différentes manières.

1. **La boîte de dialogue !** Nous l'utiliserons pour partager la documentation qui vous a été envoyée.
2. Nous organisons également un certain nombre de **séances de questions-réponses** qui seront annoncées par les présentateur-trice-s. .

En effet, si vous souhaitez poser votre question par l'intermédiaire de l'audio, veuillez cliquer sur le bouton « Lever la main ». Nous pourrions alors vous libérer du micro. Nous vous demandons d'utiliser des écouteurs si vous avez l'intention de parler. Vous avez également la possibilité d'activer votre vidéo si vous souhaitez être vu-e.

Voter pendant la réunion

Nous utiliserons **Simply Voting**, un système de vote en ligne sécurisé et fiable, pour la ratification du Code d'éthique révisé et l'élection du conseil d'administration.

Un bulletin de vote sera envoyé au représentant-e votant de votre organisation pendant l'AGA.

Le bulletin de vote test sera envoyé par **Simply Voting** directement dans votre boîte de réception. L'en-tête du courriel indiquera « Coopération Canada » et le sous-titre portera le nom de la question d'élection, par exemple « Élection du conseil d'administration ».

Comment Votez

- Suivez les instructions dans le courriel de **Simply Voting** afin d'accéder au bulletin de vote électronique. Suivez le lien dans le courriel pour accéder directement au bulletin de vote.
 - ii. **Faites votre sélection pour chaque candidat-e**
 - iii. **Cliquez sur "voir les détails" pour en savoir plus sur le choix.**
 - iv. **Cliquez sur Continuer.**
- Cliquez sur continuer au bas de l'écran après avoir fait vos sélections et revoyez vos choix
- Cliquez et soumettez : Vous devez cliquer sur « Confirmer » pour finaliser votre bulletin

Une fois le vote terminé, le coprésident-e du conseil d'administration annoncera les résultats.

Résolutions des problèmes

Si vous rencontrez des problèmes, vous pouvez envoyer un courriel à membership@cooperation.ca. Pg. 4

Ratification du Code d'éthique révisé

Les membres seront invité-e-s à ratifier le Code d'éthique révisé lors de notre assemblée générale annuelle, prévue le **23 janvier 2025 de 13 h 00 à 15 h 00 (HE)**.

Au cours de la prochaine année, Coopération Canada finalisera le Guide de bonnes pratiques éthiques, notamment en consultation avec les membres.

Contexte

Le Code d'éthique et les normes opérationnelles de Coopération Canada « énoncent les principes éthiques que Coopération Canada et ses organisations membres doivent accepter et promouvoir » (Code d'éthique, p. 2). Il s'agit d'un document d'orientation important pour Coopération Canada et ses membres.

Le Code représente un engagement public de la part des organisations membres à fonctionner de façon éthique et responsable. Reconnaissant le contexte changeant de la coopération internationale, Coopération Canada examine périodiquement le Code d'éthique pour s'assurer qu'il est mis à jour en tenant compte des tendances et des priorités émergentes.

Une révision considérable du Code d'éthique a été effectuée en 2004, et des révisions « légères » ont été apportées en 2009 et 2019. En 2023, Coopération Canada a lancé un processus de renouvellement de son Code d'éthique et de ses normes opérationnelles.

Le Code d'éthique est considéré comme un document « évolutif » qui devrait être révisé périodiquement pour tenir compte de l'évolution des contextes. L'objectif du présent examen est de s'assurer que le Code d'éthique reflète les nouveaux engagements et les nouvelles priorités de Coopération Canada et de ses membres.

Les membres de Coopération Canada ont eu l'occasion de participer à la révision du Code d'éthique. La communication à tous-tes les membres de Coopération Canada au sujet de l'examen du Code d'éthique a eu lieu en décembre 2022, avec une mise à jour communiqué à l'AGA de 2023. Les membres ont formulé des commentaires dans le cadre du sondage auprès des membres de 2023, des groupes de discussion et de la mobilisation des chef-fe-s de la direction. Coopération Canada a également travaillé avec Jackknife Consulting Ltd pour offrir des séances sur l'apprentissage et les enseignements autochtones en matière d'éthique dans le cadre de la coopération internationale en juin 2024 et pour éclairer l'examen. Nous travaillons également avec des partenaires du Sud qui ont accepté d'examiner le Code d'éthique révisé et de fournir leurs commentaires.

Veillez noter que l'un des principaux changements apportés au Code d'éthique est le retrait officiel des normes opérationnelles du Code, que les membres jugent désuètes, très normatives et peu utiles. Dans la version révisée, nous avons transformé les normes opérationnelles en un Guide de bonnes pratiques éthiques, qui servira de document évolutif et de ressource pour l'engagement des membres.

Élection des administrateur-trice-s du conseil d'administration de Coopération Canada

Lors de notre réunion du 23 janvier 2025, les membres de Coopération Canada seront appelé-e-s à nommer des administrateur-trice-s. Le conseil d'administration de Coopération Canada est généralement composé de 14 administrateur-trice-s nommé-e-s pour un mandat de deux ans, avec un maximum de trois mandats consécutifs.

Selon les statuts de Coopération Canada, le conseil d'administration est composé de 14 membres, qui sont des administrateur-trice-s à titre personnel :

- 1.10 personnes nommées et élues par les membres, à l'exception des représentant-e-s des conseils provinciaux et régionaux ;
2. 4 personnes nommées par les conseils provinciaux et régionaux, dont une du Québec, les autres étant choisies parmi les autres conseils provinciaux et régionaux selon une procédure décidée par le conseil d'administration.

Les membres seront invité-e-s à élire six directeur-trice-s : 2 représentant-e-s des conseils provinciaux et régionaux et 4 membres supplémentaires.

Le règlement intérieur de Coopération Canada stipule que les administrateur-trice-s doivent être nommé-e-s parmi les membres de Coopération Canada. Une politique sur la diversité au sein du conseil d'administration et des lignes directrices sur la nomination des membres du conseil d'administration, toutes deux mises à jour en 2023, précisent davantage les paramètres de la composition du conseil d'administration, l'objectif principal étant d'avoir un conseil d'administration qui reflète la diversité de nos membres.

Cette politique stipule ce qui suit :

Coopération Canada s'engage à créer une organisation et un conseil d'administration inclusifs, diversifiés et sécuritaires, qui valorisent la diversité et encouragent le respect de la dignité, des croyances et des idées, conformément aux principes énoncés dans la Loi canadienne sur les droits de la personne. Un conseil d'administration diversifié tiendra compte des différences de langue, d'origine, de race, d'identité de genre, d'orientation sexuelle, d'âge, de capacité, d'expérience vécue et d'autres caractéristiques. Coopération Canada reconnaît la valeur de l'identification et de l'élimination des obstacles et de la promotion de l'inclusion sur le lieu de travail, et accepte les avantages d'avoir un conseil d'administration diversifié qui est représentatif de ses membres ainsi que de la diversité de la société canadienne.

Élection des administrateur-trice-s du conseil d'administration de Coopération Canada

Coopération Canada est signataire du Défi 50-30. Le Défi 50-30 demande aux organisations d'aspirer à deux objectifs :

1. La parité entre les genres (50 % de femmes et/ou de personnes non binaires) au sein des conseils d'administration canadiens et/ou de la haute direction ; et
2. Une représentation significative (30 %) au sein des conseils d'administration et/ou des cadres supérieur-e-s canadien-ne-s des membres d'autres groupes méritant l'équité, y compris celles et ceux qui s'identifient comme des personnes racisées, noires et/ou de couleur (minorités visibles), des personnes vivant avec un handicap (y compris les handicaps invisibles et épisodiques), des personnes 2ELGBTQ+ et/ou membres de la diversité sexuelle ou de genre, et des Autochtones. Le programme et les participant-e-s reconnaissent que les peuples autochtones, y compris les Premières nations, les Métis et les Inuits, sont des peuples fondateurs du Canada et qu'ils sont sous-représentés dans les postes de leadership et d'influence économique.

Le conseil d'administration de Coopération Canada a discuté des actions concrètes qu'il peut prendre pour embrasser le leadership autochtone et la réconciliation au sein de notre Conseil et de notre organisation dans les mois et les années à venir, y compris dans le cadre de l'élaboration de la Feuille de route pour la réconciliation de Coopération Canada, un engagement de notre Stratégie et Plan d'action contre le racisme, pour l'équité, la diversité, l'inclusion et la justice. Le conseil d'administration a discuté de l'importance de s'engager activement en faveur des appels à l'action pour la vérité et la réconciliation, des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, et de favoriser les partenariats avec les organisations dirigées par des Autochtones, y compris les organisations dirigées par des Autochtones les plus importantes et les plus représentatives.

Parallèlement à ces engagements essentiels en faveur de la réconciliation, du leadership autochtone et de la diversité au sein du conseil d'administration, le Comité de la gouvernance, des nominations et des ressources humaines du Conseil d'administration de Coopération Canada a fait part aux membres des domaines dans lesquels il estimait qu'une représentation supplémentaire serait la bienvenue en 2024/25.

Élection des administrateur-trice-s du conseil d'administration de Coopération Canada

Caractéristiques organisationnelles

- Organisations basées au Québec
- Organisations ayant une expertise en matière d'engagement auprès du gouvernement fédéral et du Parlement qui peuvent soutenir Coopération Canada et ses membres à moyen terme
- Organisations ayant des modèles d'affaires diversifiés, y compris celles qui ne dépendent pas du financement gouvernemental ou qui ont des sources de revenus variées.
- Les organisations qui font activement progresser l'équité dans la coopération internationale, notamment par des efforts de décolonisation, de réconciliation et de justice pour les communautés historiquement marginalisées.

Caractéristiques individuelles

- Leadership autochtone
- Francophones
- Individus reflétant la diversité raciale, linguistique, culturelle et régionale du Canada, y compris les membres de groupes méritant l'équité tels que les personnes vivant avec un handicap, les personnes 2SLGBTQ+ et d'autres personnes engagées dans la promotion d'une gouvernance inclusive.

Ces caractéristiques sont fournies à titre indicatif et ne constituent pas des conditions préalables. Coopération Canada valorise la diversité des points de vue et encourage toutes les personnes admissibles affiliées aux organisations membres à présenter leur propre candidature.

Candidat-e-s se présentant pour un premier mandat d'administrateur-trice (7)

Anne Delorme - Directrice exécutive, Humanité & Inclusion



Mme Delorme a 25 ans d'expérience dans le domaine du développement international au sein d'institutions canadiennes et des Nations unies. Elle a occupé des rôles clés de leadership, notamment en tant que directrice du Fonds « Act Together for Inclusion », coordonnatrice du Comité québécois femme et développement à l'AQOCI et représentante des Amériques pour le Réseau francophone pour l'égalité entre les femmes et les hommes de l'Organisation internationale de la Francophonie. Elle est actuellement directrice générale de Humanité & Inclusion Canada (Handicap International).

Pourquoi la candidate est-elle bien placée pour siéger au conseil d'administration de Coopération Canada ?

Dans ses fonctions actuelles, elle met l'accent sur l'inclusion des personnes vivant avec un handicap. Anne a de solides antécédents en matière de relations gouvernementales et de plaidoyer mondial, et entretient des relations clés avec le personnel de haut niveau d'AMC, les sénateur-trice-s, les ministres actuel-le-s et leurs collaborateur-trice-s, les député-e-s de tous les partis, ce qui pourrait être utile pour répondre au nouveau gouvernement à l'automne prochain. Son expérience au sein de l'AQOCI et des ONG membres du Québec lui a permis d'acquérir une connaissance approfondie du secteur et du fonctionnement d'une association de membres comme celle de Coopération Canada.

Julie Francoeur - Directrice générale, Fairtrade Canada



En tant que directrice générale de Fairtrade Canada, Julie Francoeur veille à ce que son équipe puisse s'épanouir afin que Fairtrade puisse prospérer. Elle crée une équipe multiculturelle positive et influente qui aide à sensibiliser les Canadien-ne-s aux produits qu'ils/elles achètent et à construire des chaînes d'approvisionnement résilientes qui s'attaquent à la justice économique, sociale et environnementale. Ayant travaillé au sein du système Fairtrade International pendant plus de 15 ans, dirigeant les opérations sur le terrain pour Fairtrade en Amérique du Sud, travaillant à partir de la base avec des coopératives d'agriculteur-trice-s, des marques, des négociant-e-s, des meunier-ère-s, des usines, des syndicats, des gouvernements et plus encore dans 13 pays différents, elle sait de première main que le commerce est un puissant outil de développement social.

Elle a vécu et travaillé à l'étranger, au Ghana, en Bolivie, dans les Caraïbes et en Argentine, s'intéressant à tout, des importations responsables de coton à la gestion des déchets municipaux en circuit fermé. Elle sait par expérience que les chaînes d'approvisionnement durables et l'autonomisation des agriculteur-trice-s et des travailleur-euse-s sont un travail difficile et désordonné qui échoue souvent. Mais elle a aussi vu des réussites et elle est déterminée à aider les autres à accroître cet impact.

Elle est titulaire d'un MBA en marchés émergents de l'université IAE de Buenos Aires, d'une double licence en développement international et en sciences politiques de McGill et d'un diplôme en développement rural africain de l'université du Ghana. Outre son rôle de directrice générale, Julie fait partie de l'équipe de direction de Global Fairtrade. Elle a également été conférencière invitée à l'Université York, à l'Université Dalhousie, à la Schulich Business School et à l'Université McGill. Elle a siégé au conseil consultatif sur le développement durable de Nespresso et a aidé McCain à élaborer sa première stratégie de développement durable.

Pourquoi la candidate est-elle bien placée pour siéger au conseil d'administration de Coopération Canada ?

Julie a une longue expérience dans le domaine du développement international et de la durabilité. Elle a une perspective unique sur la façon dont ces domaines sont liés au commerce canadien et au secteur commercial canadien au sens large. Elle a également travaillé pour la ville de Buenos Aires, où elle a supervisé des projets de transition à grande échelle pour les bidonvilles, et pour la Fédération canadienne des municipalités, où elle a travaillé sur la coordination économique afro-canadienne. Ces expériences lui ont permis d'acquérir une connaissance approfondie du rôle d'un leadership politique actif - indépendamment de l'appartenance à un parti - et de développer son sens aigu de la défense des intérêts. Elle possède une longue expérience de l'éducation et des conseils d'administration d'associations à but non lucratif. Julie a formé des conseils d'administration à la bonne gouvernance, aux conflits d'intérêts et à la supervision de la planification stratégique dans six pays différents. Elle a aidé son propre conseil d'administration à Fairtrade Canada à surveiller continuellement ses pratiques de gouvernance et à suivre les normes d'Imagine Canada sur la bonne gouvernance des organisations à but non lucratif. L'organisation qu'elle dirige, Fairtrade Canada, a son siège en Ontario et au Québec. Elle est québécoise et y réside. Francophone de langue maternelle, trilingue avec l'anglais et l'espagnol.

Mahmuda Khan - Directrice générale, Human Concern International



Mahmuda Khan occupe le poste de directrice générale de Human Concern International (HCI), la première organisation caritative internationale confessionnelle musulmane du Canada, fondée en 1980. Depuis qu'elle a pris la tête de l'organisation en 2019, Mahmuda l'a guidée à travers des défis humanitaires mondiaux complexes, en plaidant pour aider les communautés à passer de la crise à la durabilité. Avec un fondement académique en économie et une vaste expérience dans le travail d'aide internationale, elle est un champion dévoué pour les populations vulnérables à travers le monde.

Sous sa direction, Human Concern a connu une croissance de 400 % de ses revenus et de ses programmes dans le monde entier. Elle a également été le fer de lance du lancement aux États-Unis et au Royaume-Uni au cours des deux dernières années.

Fille d'un combattant de la liberté bangladais, l'héritage de Mahmuda façonne profondément son engagement en faveur de la justice sociale et de l'autonomisation des communautés marginalisées. Sa vie personnelle en tant que mère de deux enfants, dont un fils autiste, a encore renforcé son empathie et sa résilience. L'expérience de Mahmuda en tant que parent inspire sa vie professionnelle, alimentant sa passion de laisser un monde meilleur aux générations futures.

Pourquoi la candidate est-elle bien placée pour siéger au conseil d'administration de Coopération Canada ?

Elle dirige une organisation internationale de plusieurs millions d'euros qui doit faire face à de nombreux défis, notamment la pandémie et la croissance. Elle a travaillé avec de nombreux dirigeant-e-s dans l'ensemble du secteur et a travaillé en étroite collaboration avec les représentant-e-s des gouvernements fédéral et provinciaux. Elle est très passionnée et engagée en faveur de l'égalité et de la justice. Elle apportera une valeur ajoutée et une perspective dynamique au travail de Coopération Canada. Elle est une fervente partisane de Coopération Canada et croit en sa mission.

Ferrada Jacob Lightning - Conseiller climatique, VIDEA



Tansi ! Je m'appelle Spi Mi Sa Tim (Sky Horse) ou Ferrada Jacob Lightning, et je suis Nehiyaw (Cree) et Iyethkabi (Stoney Nakoda) des territoires des Traités 6 et 7 en Alberta. Je suis fier d'apporter à mon travail une expérience vécue, une formation universitaire, un savoir autochtone et une pratique professionnelle. Je suis conseiller en climatologie au sein de VIDEA depuis quatre ans. Je suis actuellement dans le dernier semestre d'un diplôme en justice pénale à l'Université Mount Royal, où j'ai été diplômé du Programme d'éducation autochtone.

J'ai une profonde passion pour la durabilité, la gestion de l'environnement, la gouvernance culturelle et le développement local. Au cours des quatre dernières années, j'ai travaillé à VIDEA, une organisation internationale de développement à majorité autochtone, où j'ai aidé à guider les organisations de la société civile et les services gouvernementaux pour qu'ils mettent en place différents systèmes de connaissances afin d'aider à résoudre les problèmes complexes auxquels notre secteur est actuellement confronté. En plus de mes réalisations académiques et professionnelles, j'apporte une expérience internationale, ayant travaillé avec des partenaires mondiaux et des dirigeant-e-s autochtones pour relever des défis communs en matière de durabilité, de gouvernance et de résilience culturelle.

Je suis honoré d'avoir été reconnue comme l'une des 30 meilleures personnes de moins de 30 ans par l'Alberta Council for Global Cooperation et d'avoir reçu le prix « Okimaw 2023 Knowledge Seeker ». Ces reconnaissances me rappellent la responsabilité qui m'incombe d'élever et d'honorer la culture des Premières nations dans tous les espaces où je navigue.

Au-delà de mes rôles professionnels, je ne me conforme pas au genre, je suis neurodiverse et je suis un allié active des communautés LGBTQI2+, profondément engagé à favoriser des espaces inclusifs et à amplifier les voix sous-représentées. Je suis également membre du Réseau des leaders émergent-e-s de Coopération Canada, qui milite pour l'autonomisation des futurs leaders dans les domaines de la gouvernance et de la coopération internationale. Grâce à ma combinaison d'expériences vécues, de connaissances académiques et d'expertise professionnelle, je m'engage à réimaginer la gouvernance sous l'angle de l'équité, de la diversité, de la décolonisation et de la réconciliation.

Ferrada Jacob Lightning - Conseiller climatique - VIDEA

Pourquoi le candidat est-il bien placé pour siéger au conseil d'administration de Coopération Canada ?

J'apporterai au conseil d'administration de Coopération Canada une perspective unique, ancrée dans mon héritage Stoney Nakoda et Cree et façonnée par mon expérience vécue en grandissant dans une réserve. Ces antécédents éclairent ma compréhension des obstacles systémiques, de la résilience et de l'importance d'une gouvernance fondée sur la culture. Mon expérience de travail avec des organisations autochtones et non autochtones, au Canada et dans des pays exclus du système, sur des questions de durabilité et de souveraineté, m'a donné les outils nécessaires pour combler les fossés culturels, favoriser la prise de décision par consensus, participer à la promotion d'un développement mené localement, et voir les intersections des héritages coloniaux et des structures de gouvernance dans divers contextes mondiaux.

J'ai acquis de l'expérience en travaillant avec les chef-fe-s culturel-le-s cris pour soutenir les initiatives de gouvernance culturelle, y compris les processus électoraux. Mon approche de la gouvernance est façonnée par mon travail avec les dirigeant-e-s autochtones, les décideur-euse-s et divers partenaires mondiaux-ales afin d'aborder les inégalités systémiques, la durabilité et la résilience culturelle. Ces expériences ont renforcé ma capacité à adopter une approche à deux yeux, à naviguer dans des systèmes complexes, à défendre l'équité et à soutenir des discussions potentiellement conflictuelles par le biais d'approches basées sur le consensus. En outre, en tant que personne autochtone travaillant en Alberta sur les questions liées au changement climatique, j'ai l'expérience des questions qui divisent les organisations et les communautés.

Au cours des quatre dernières années, j'ai collaboré avec mes collègues de VIDEA pour aider les organisations de la société civile et les ministères à intégrer la décolonisation et la réconciliation dans leurs politiques, leurs pratiques et leurs structures de gouvernance. Ce travail s'est concentré sur l'intégration des valeurs culturelles dans les systèmes administratifs modernes, sur la promotion d'un changement significatif et sur la création d'espaces équitables et culturellement respectueux où la prise de décision est guidée par l'intégrité, l'inclusion et la responsabilité.

En tant que personne non conforme au genre, neurodiverse et alliée des communautés LGBTQI2+, je propose une expérience vécue et un engagement à favoriser des espaces inclusifs. À VIDEA, une organisation à majorité autochtone, j'ai contribué à démanteler les systèmes coloniaux, à faire progresser la réconciliation et à renforcer les relations avec les communautés des Premières nations, des Inuits et des Métis.

En tant que fervent défenseur des leaders émergent-e-s, je suis membre du Réseau des leaders émergent-e-s de Coopération Canada et j'ai été fier de participer à la plénière d'ouverture et aux débats d'expert-e-s lors du forum 2024 de Coopération Canada. Je crois en l'autonomisation de la prochaine génération d'acteur-trice-s du changement, en m'assurant qu'ils/elles disposent des outils, du mentorat et des plateformes nécessaires pour mener à bien des changements significatifs.

Peter Mwalimu, Directeur général, Hope and Healing International



Fort de 26 ans d'expérience dans le domaine du développement international, Peter a consacré sa carrière à la gestion et à l'amélioration d'établissements de soins de santé en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Armé d'un MBA et d'un engagement profond pour un impact transformateur, Peter est actuellement le directeur général de Hope and Healing International, basé à Toronto.

Originaire du Kenya, Peter est animé d'une passion pour l'autonomisation des pauvres et des marginalisés, s'efforçant de créer un monde plus juste et plus équitable pour tous. Son leadership reflète l'engagement qu'il a pris tout au long de sa vie d'apporter des changements significatifs et durables dans les communautés mondiales.

Pourquoi le candidat est-il bien placé pour siéger au conseil d'administration de Coopération Canada ?

J'apporte plus de 26 ans d'expérience dans le domaine du développement international, avec une forte concentration sur la gestion d'établissements de soins de santé et la direction de programmes de transformation en Afrique, en Asie et au Moyen-Orient. Mon rôle actuel de directeur général de Hope and Healing International m'a permis d'approfondir ma compréhension de la gouvernance, de la stratégie et de la collaboration au sein du secteur à but non lucratif.

Originaire du Kenya, j'apporte une perspective globale unique et une connaissance de première main des défis et des opportunités du développement international. Je suis passionné par la recherche de solutions équitables et par la promotion de partenariats qui ont un impact durable.

Titulaire d'un MBA et d'une vaste expérience en matière de leadership, je sais aligner les objectifs organisationnels sur les résultats stratégiques, défendre les intérêts des communautés marginalisées et promouvoir la responsabilité et l'innovation. Je crois que mes compétences, mon expérience et mon engagement à l'égard de la justice mondiale cadrent bien avec la mission de Coopération Canada, qui consiste à renforcer la collaboration et le leadership dans le secteur.

Ce poste au sein du conseil d'administration me permettrait de contribuer de façon significative à façonner l'avenir de la communauté du développement international du Canada, tout en apprenant et en collaborant avec des leaders aux vues similaires.

Musu Taylor-Lewis - Directrice générale, Food for the Hungry Canada



Musu Taylor-Lewis a rejoint FH en 2023 après plus de 20 ans passés dans les secteurs public et à but non lucratif, apportant son expérience dans les opérations de programme, la recherche, la communication, la coopération internationale, les relations publiques, la collecte de fonds et le développement organisationnel. Le fait d'avoir grandi à l'étranger l'a exposée très tôt aux inégalités mondiales et a été à l'origine de son intérêt et de sa passion pour le développement international. Musu a poursuivi cette passion en étudiant l'économie, le développement économique communautaire et la théologie chrétienne.

Outre ses rôles de direction dans des organisations sectorielles telles que Tearfund Canada et la Banque de céréales vivrières du Canada, Mme Musu a été présidente du comité de gestion et de collecte de fonds de la Coalition humanitaire, du comité consultatif de rédaction du Philanthropist Journal et coprésidente du groupe de travail sur la responsabilité pour l'initiative Anti-racist Cooperation (ARC) de Coopération Canada.

Elle cherche à vivre sa conviction de la possibilité d'un monde plus équitable en travaillant avec des organisations ecclésiastiques mondiales, en promouvant le développement communautaire et en motivant les Canadien-ne-s à s'impliquer dans la réalisation d'un changement durable.

Pourquoi la candidate est-elle bien placée pour siéger au conseil d'administration de Coopération Canada ?

- 20 ans d'expérience en leadership dans le secteur à but non lucratif et sept ans dans le secteur de la coopération internationale.
- L'expérience comprend la direction de l'initiative de coopération antiraciste hébergée par Coopération Canada et la direction de comités de la Coalition humanitaire.
- Expérience d'engagement avec des agences gouvernementales et d'une variété de publics, y compris les donateurs-conservateurs et les parties prenantes d'un point de vue religieux.
- Connaissance approfondie de la gouvernance et de la supervision de divers modèles d'organisations à but non lucratif, notamment au sein d'organisations composées de membres, d'organisations financées par le secteur privé et d'organisations financées par le secteur public.
- Expérience de l'excellence en matière de collecte de fonds, de l'image de marque et de l'engagement des parties prenantes.
- Actuellement à la tête d'une organisation financée par le secteur privé en Colombie-Britannique.

Béatrice Vaugrante - Directrice générale, Oxfam-Québec



Béatrice Vaugrante est une leader féministe travaillant pour la défense des droits humains et pour plus d'égalités ainsi que sur la transformation des ONG internationales depuis près de 25 ans, au Canada et au niveau mondial. Béatrice est directrice générale de Oxfam-Québec depuis février 2023. Sa vision est celle où combattre les inégalités climatiques et économiques sont interreliées avec les inégalités de genre, et nécessite le plein leadership transformateur des femmes pour les solutions.

Béatrice fut directrice mondiale, Développement du mouvement au secrétariat international (SI) d'Amnesty International de 2019 à 2022 et directrice, Stratégie mondiale et Impact (intérim) au SI en 2018, contribuant à faire d'Amnesty un mouvement agile, collaborateur, résilient aux attaques croissantes sur l'espace civique et engagé à devenir antiraciste.

Elle a été auparavant directrice générale d'Amnistie internationale Canada francophone de 2007 à 2017. La sensibilisation et l'engagement sur les droits des peuples autochtones et en particulier des femmes autochtones, la défense de droits humains en temps de guerre au terrorisme, l'accueil des personnes réfugiées et l'engagement du public et des jeunes québécois a constitué son impact marquant.

Avant 2007, Béatrice a tenu divers postes de direction dans le secteur privé et en consultation en gestion au Canada et en Europe. Elle détient un MBA de HEC Paris. Lauréate du prix du 40e anniversaire de la Charte des droits et libertés du Québec de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse du Québec.

Pourquoi la candidate est-elle bien placée pour siéger au conseil d'administration de Coopération Canada ?

Voici ce que je peux apporter au CA de Coopération Canada :

- Une expérience établie de relations avec le gouvernement canadien et celui du Québec depuis près de 20 ans, que ce soit pour des politiques publiques ou de la recherche de financement, sous différentes administrations politiques. Cette expérience peut s'avérer utile pour les années à venir, concernant les élections canadiennes, le futur de la coopération internationale, le contexte géopolitique et démocratique changeant, et l'impact des changements climatiques et technologiques;

Béatrice Vaugrante - Directrice générale, Oxfam-Québec

- Une pratique établie de concertation avec les ONG canadiennes et québécoises, les organisations autochtones, que ce soit pour influencer des politiques publiques ou pour de la mobilisation du public, incluant lors de périodes plus difficiles de relations gouvernementales;
- Un double profil combinant milieu des affaires et ONG me permettant d'établir des relations avec les milieux d'affaires et économiques et aussi académiques pour influencer des changements systémiques, la recherche d'alliances;
- Une expertise solide sur la gouvernance des organisations non gouvernementales via des projets complexes menés au sein de ces ONG pour effectuer des transformations organisationnelles portant par exemple sur l'anti-racisme et les principes féministes, le bien-être, la gestion des conflits, la résilience face à une pandémie et les attaques envers la société civile;
- Une nouvelle perspective sur la coopération internationale en tant que dirigeante de Oxfam-Québec depuis février 2023 qui est fondée sur les droits humains, la décolonisation du secteur de l'aide et les principes de localisation (en tant que signataire du Pacte pour le changement), dotée d'une politique et de principes féministes ; Oxfam-Québec est aussi ancrée et visible auprès des Québécois-e-s; ayant développé des sources de financement diversifiées auprès du public et des organisations institutionnelles non gouvernementales (fondations, syndicats, ...) et des moyens de mobilisation auprès des jeunes;
- Membre du comité qui prépare les États généraux de la Coopération internationale de l'AQOCI.

Candidat-e-s des conseils provinciaux et régionaux (2)

Les statuts de Coopération Canada prévoient que quatre (4) des quatorze (14) administrateur-trice-s sont nommé-e-s parmi les conseils provinciaux et régionaux. Chaque année, les conseils provinciaux et régionaux nomment de nouveaux-elles administrateur-trice-s à tour de rôle. Étant donné que ces postes d'administrateur-trice au sein du conseil d'administration sont désignés pour des nominations spécifiques, une motion visant à nommer les deux candidat-e-s ci-dessous sera présentée pour approbation par les membres lors de l'assemblée spéciale des membres, indépendamment de l'élection des autres postes d'administrateur-trice.

Michèle Asselin - Directrice générale, Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Reconnue pour son leadership et son engagement, Michèle Asselin a œuvré dans le mouvement des femmes québécois pendant plus de 30 ans. Elle est active au sein du réseau de la coopération et de la solidarité internationales depuis 2010.

Elle est directrice générale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) depuis 2015. À ce titre, elle a coordonné avec les membres l'élaboration d'une nouvelle vision stratégique de l'association « Ensemble, nos voix sont plus fortes pour la défense des droits des femmes, des droits humains, de l'environnement et pour la paix ».

Elle a aussi contribué à la création du Fonds d'investissement solidaire international du Québec (FISQ). Et elle a soutenu le développement de l'orientation d'éducation à la citoyenneté mondiale de l'Association.

De 2010 à 2015, elle a dirigé le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), organisme qui regroupe les organisations syndicales québécoises qui intervient principalement sur les questions reliées au travail décent. Elle y a notamment appuyé la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM), table de concertation qui a réuni une trentaine de syndicats et d'ONG sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Après 9 ans à la coordination de l'R des centres de femmes, elle a réalisé trois mandats à la présidence de la Fédération des femmes du Québec de 2003 à 2009. Elle a marqué l'histoire de la Fédération et du mouvement féministe québécois par l'élaboration et la signature d'un protocole de solidarité mutuelle avec l'organisme Femmes autochtones du Québec en 2004.

Elle a également à son actif plusieurs années d'engagement au sein de la Marche mondiale des femmes, réseau international qu'elle a contribué à fonder. Reconnue pour son leadership et son engagement, Michèle Asselin a œuvré dans le mouvement des femmes québécois pendant plus de 30 ans. Elle est active au sein du réseau de la coopération et de la solidarité internationales depuis 2010.

Anne-Catherine Bajard - Directrice générale, British Columbia Council Cooperation



Anne-Catherine a pris le poste de directrice exécutive du BCCIC en 2020, et a siégé à son conseil d'administration au cours des années précédentes. Elle est militante des droits de la personne et actrice de la solidarité depuis l'âge de 15 ans au moins.

Elle a passé la plupart de ses années de formation et de travail en Bolivie (20+), travaillant aux côtés du mouvement indigène d'Amérique du Sud, de la fédération naissante des travailleurs domestiques, et a développé une admiration profonde pour la connaissance et l'expérience qui peuvent être acquises lorsque l'on écoute, que l'on écoute et que l'on essaye de comprendre.

Et ce, même si, et surtout si, cela implique de se confronter à ses propres préjugés ou « points de vue ». Elle a emmené ses deux enfants avec elle dans ces voyages et est fière de les voir s'engager dans des visions et des actions pour un monde meilleur et plus équitable.

Les années qu'Anne-Catherine a passées au Libéria et en Haïti ont été pleines de chocs, pas seulement des tremblements de terre ou des épidémies (Ebola), mais plutôt le choc des manières coloniales de nombreux-ses acteur-trice-s internationaux-ales. Depuis, elle se consacre à modifier ces attitudes et comportements, en les reconnaissant en elle-même, dans son environnement et dans la manière dont nous catégorisons et étiquetons les gens, même si nous prôtons l'intersectionnalité et le respect.

Pourquoi la candidate est-elle bien placée pour siéger au conseil d'administration de Coopération Canada ?

Je crois sincèrement à la collaboration entre acteur-trice-s de différents horizons, et que Coopération Canada est là précisément pour cela.

Je suis ici en tant que représentante du Réseau inter-conseils, comme convenu, mais aussi en tant que citoyenne et activiste qui souhaite vivement contribuer à une coopération canadienne qui apporte diverses façons de penser et d'exprimer des points de vue et des expériences. Pas seulement la « diversité » au sens où nous l'entendons le plus souvent dans notre réflexion sur ce qui est devenu " le secteur ", mais aussi des voix qui sortent du « langage d'Ottawa » (oui, c'est une expression courante en dehors de l'Ontario, dite avec amour et civisme également).

Je considère que c'est un moment merveilleux pour rejoindre le conseil d'administration, si je suis élu, car nous devons soutenir (et apprendre de) nos très nombreux membres dans leur adaptation à de nouveaux rôles étant donné la très grande connectivité des acteur-trice-s mondiaux-ales et de la société civile mondiale, et en termes pratiques étant donné notre rôle relatif si/quand nous considérons que le Sud global a la connaissance et l'accès aux ressources : notre changement sera vers des partenariats plus égaux, la solidarité entre les acteur-trice-s vers des objectifs partagés, s'éloignant encore un peu plus des paradigmes de l'aide avec lesquels nous sommes souvent identifié-e-s à tort.